

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Le changement c'est Royal

"Ségolène Royal est la seule candidate du changement". Voilà le message que François Hollande a délivré, le 26 mars, aux 2 500 personnes qui sont venues l'écouter au parc des expositions de Penfeld à Brest.

Le premier secrétaire du PS était entouré des candidats aux législatives. "C'est totalement cohérent", a-t-il expliqué, "lorsque Ségolène Royal sera à l'Élysée, elle aura besoin d'une majorité de gauche pour mettre en œuvre son pacte présidentiel".

L'instant décisif approche. "Un moment aussi important qu'en 1981", a estimé François Hollande. 27 jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy a enfin décidé de quitter le gouvernement. Mieux vaut tard que jamais. "Mais c'est en novembre 2005, après les émeutes qu'il a

provoquées, qu'il aurait du partir", s'est exclamé François Cuillandre, à la tribune. Il quitte le gouvernement pour pouvoir mener sa campagne librement dit-il. "Mais a-t-il fait autre chose depuis 2002 ?", s'est interrogée Rebecca Fagot, qui intervenait au nom du MJS (Mouvement des jeunes socialistes).

Le temps du débat est donc venu. Et s'il a repris sa liberté, qu'il mène campagne dans tout le pays, y compris dans des villes et des quartiers où, en tant que ministre de l'Intérieur il ne pouvait pas se rendre.

Le sens du vote du 22 avril, c'est le changement. Et, seul, le bulletin de vote pour Ségolène Royal est porteur de changement.

Nicolas Sarkozy candidat de la rupture ? Mais il est ministre depuis 2002. Il a même reçu le soutien de Jacques Chirac, de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin.

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 29/03/2007



Les lois Auroux ont 25 ans

L'arrivée de la gauche au pouvoir se traduit toujours par une amélioration des conditions de travail des salariés : les congés payés en 1936, les 35 heures en 1997 ou les lois Auroux en 1981.

Les 20 et 21 mars, l'universitaire Jacques Le Goff a opportunément organisé un colloque à la fac de Brest, à l'occasion de leur 25^{ème} anniversaire.

"François Mitterrand m'avait dit : "Ce qu'on ne fait pas dans la première année, on ne le fait pas ensuite", a rappelé l'ancien ministre. Les lois Auroux "avaient pour ambition de donner aux partenaires sociaux un rôle central dans l'évolution de la vie et du droit du travail". Il s'agissait de reconstituer une collectivité du travail en limitant les excès de l'intérim, du travail temporaire

et de la précarité en général, mais aussi de renforcer les libertés individuelles des salariés et les institutions représentatives du personnel et, enfin, de développer la politique contractuelle par une pratique renouvelée de la négociation collective. Des rendez-vous obligatoires étaient d'ailleurs prévus.



Jean Auroux

Que retenir de ce colloque ? D'abord, que la droite et le patronat adoptent toujours la même attitude face aux progrès sociaux. Le premier réflexe consiste à crier à la ruine, à la faillite, à la fin de l'économie de marché. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, craignait l'instauration des soviets dans les

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

On ne parle vraiment pas le même langage.

L'ancien ministre de l'Intérieur s'est remis à braconner sur les terres d'extrême droite. A un mois du premier tour, il fait sien le langage des nationalistes en proposant notamment "un ministère de l'immigration et de l'identité nationale", en dissertant d'un ton badin sur cet appariement déjà monstrueux dans l'énoncé, encore plus dans les attributions qu'il imagine. Sarkozy raille notre candidate lorsqu'elle parle de la nation, bien mal lui en prend.

L'idée de nation n'appartient pas seulement à la droite et la vision des socialistes est à mille lieues de celle de l'UMP et du FN. L'avenir de notre pays réside dans sa diversité et dans la richesse de ses cultures. Certes tout n'est pas parfait mais il y a mieux à faire que la répression et les charters.

Le changement c'est Royal (suite)

Le pacte présidentiel de Ségolène Royal représente le changement.

••• Son bilan est tellement mauvais qu'il ne veut même pas l'évoquer. Pire, son programme ne pourrait qu'amplifier la situation déjà désastreuse de notre pays. Cela se traduirait par trois démantèlements : celui du Code du travail avec le licenciement à l'amiable, directement inspiré par le Medef, celui du service public avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et celui du principe même de solidarité avec l'idée de "la franchise santé".

François Bayrou aussi se prétend le candidat du changement. Le candidat des ouvriers contre le CAC 40. Mais il a lui-même reconnu qu'il veut refaire en 2007 la campagne qu'avait menée en 1995 Jacques Chirac.



François Hollande est intervenu devant 2 500 personnes

"Le philosophe Alain disait que ceux qui se disent ni de droite ni de gauche sont toujours à droite", a rappelé Jean-Bernard Bros, adjoint au maire de Paris, qui intervenait au nom du PRG. Dans toutes les collectivités, UDF et UMP sont toujours ensemble, dans la majorité ou l'opposition. On assiste en ce moment à une série de transferts entre ces deux équipes. Mais aucun de la gauche vers l'UDF.

Non, la vraie candidate du changement, c'est Ségolène Royal. D'abord parce qu'elle est une femme. Ensuite parce qu'elle a développé une nouvelle méthode pour élaborer son pacte présidentiel, basée sur l'écoute des citoyens.

Elle est également parvenue à rassembler les socialistes et la gauche puisque le PRG et le MRC la soutiennent. Elle a su rassembler la gauche du "oui" et celle du "non" parce que c'est ensemble que nous pourrions relancer la construction européenne. Là aussi, il faut que les Français voient clairement les enjeux de leur vote. Un petit traité pour une petite Europe, comme le veut Nicolas Sarkozy, ou une Europe démocratique et sociale grâce à un traité plus simple, plus ambitieux et plus clair.

Le pacte présidentiel de Ségolène Royal représente le changement. Celui de la priorité accordée à l'intelligence, à l'éducation, à la recherche. Cela passe par le service public de la petite enfance, le tutorat dans les collèges ou le plan de modernisation des universités.

Le changement d'une France plus juste qui donne un travail à chacun. Après 6 mois de chômage, chaque jeune se verra proposer un emploi tremplin ou une formation. La sécurité sociale professionnelle, le revenu de solidarité active, l'augmentation des petites retraites permettront de redonner du pouvoir d'achat à tous ceux qui souffrent. "Notre pays n'a pas les moyens de redistribuer ces sommes", veut faire croire la droite. "Mais les profits des entreprises du CAC 40 s'élèvent à 100 milliards d'euros", a rappelé François Hollande, et cette année les actionnaires ont perçus 40 milliards de dividendes. La redistribution est donc possible. La droite est bien mal placée pour donner des leçons d'économie, elle qui a cassé la croissance et aggravé les inégalités. Ce sont tout de même les gouvernements de François Mitterrand qui ont terrassé l'inflation qui atteignait les 14 % en 1981. C'est encore le gouvernement de Lionel Jospin qui a créé 2 millions d'emplois et qualifié notre pays pour l'Euro.

Le changement c'est aussi une nouvelle République. Avec une présidente enfin responsable devant le parlement, la suppression du 49.3 et un changement du mode de scrutin pour les sénatoriales.

Le changement ce sera aussi des nouvelles relations avec l'Afrique et la défense de la paix, toujours menacée.

Il reste moins d'un mois pour convaincre les indécis de saisir la chance que représente le vote pour Ségolène Royal. Ce doit être la tâche de toutes celles et tous ceux qui veulent vraiment changer la France.



Un mois pour convaincre

Les lois Auroux ont 25 ans (suite)



Les intervenants au colloque

••• entreprises tandis que le président de l'organisation patronale, Yvon Gattaz, considérait que, "dans l'entreprise, au tournant de tourner et au dirigeant de diriger". Dominique de Calan, délégué général adjoint de l'UIMM (MEDEF), a admis que le patronat de l'époque ne voulait pas des lois Auroux. Mais sa position n'a guère changé. "Le dialogue entre partenaires sociaux peut être fructueux si on leur fout la paix", a-t-il déclaré. Sauf que Michel Coffineau, rapporteur des lois

Le patronat refuse toutes les avancées sociales

Auroux, a fait remarquer que les organisations syndicales expliquaient, en 1982, que cela faisait des années qu'elles tentaient de mettre en place les dispositions des lois Auroux et que le patronat, à froid, les refusait toujours.

La volonté du Président de la République est déterminante. Pour bien montrer son attachement à la citoyenneté des salariés au sein des entreprises, François Mitterrand avait lancé plusieurs messages. Il avait demandé au ministre Jean Auroux de lui remettre personnellement un rapport sur ce sujet. Fin octobre 1981, sur la base de ce travail, toutes les orientations étaient approuvées en Conseil des ministres. Les lois ont pu être votées grâce à la détermination de la majorité de l'époque et à l'absence d'obstruction de la part du Sénat.

Dernière leçon de ce chapitre de l'histoire sociale française : la loi ne peut pas tout. Les textes pouvaient instaurer une heure mensuelle d'information syndicale. Mais sans la volonté des organisations syndicales et des salariés, cette mesure est restée lettre morte dans une grande partie des entreprises.

Et demain ? La victoire de Ségolène Royal se traduira aussi par des avancées sociales : SMIC à 1 500 euros et sécurité sociale professionnelle. Les partenaires sociaux et les élus de la future majorité pourront s'inspirer des leçons des lois Auroux.

Une campagne tous azimuts

Le 22 avril, il ne s'agira pas seulement de désigner la Présidente de la République. Les électeurs devront trancher entre deux modèles de société : l'un libéral et sécuritaire et l'autre, social et solidaire.

Une lourde responsabilité pèse donc sur les militants du PS, du MRC ou du PRG qui soutiennent la candidature de Ségolène Royal. Ils doivent à la fois mener une campagne "classique" mais aussi "innovante", comme le souhaite leur candidate.

La distribution de tracs sur les marchés demeure une figure imposée, tout comme le collage d'affiches sur les panneaux d'expressions libres. Les campagnes sont également rythmées par les réunions publiques, animées par les dirigeants du parti. Après Safia Otokoré, le 22 mars, et François Hollande le 26, Jean Glavany sera à Lesneven, le 2 avril, Marie-Noëlle Lieneemann et Arnaud Montebourg seront à Landivisiau pour la première et à Quimper pour le second, le 4 avril.

Anecdotique en 2002, Internet est devenu un élément important dans la campagne.



Aux quatre coins du département, les socialistes sont en campagne

"A côté du site de la fédération www.ps29.org, nous avons mis en ligne un blog spécifique pour la présidentielle <http://socialistes2007.typepad.fr>", rappelle Sylvain Elies, "et une quinzaine de blogueurs relaient la campagne de Ségolène Royal dans le Finistère". Enfin, l'idée vient des socialistes de Quimper mais sera cer-

tainement reprise dans le reste du département. "Nous avons décidé d'organiser, le 15 avril, un rallye qui traversera les communes de la circonscription", explique le délégué de la circonscription, Dominique Boé. Pour y participer, il suffit de décorer sa voiture aux couleurs de Ségolène Royal.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



L'oublié du traité de Rome

Avec Denis Lefebvre

Guy Mollet (SFIO) a signé le traité de Rome, en 1957. Guy Mollet, père de l'Europe ? Denis Lefebvre, secrétaire général de l'OURS (Office Universitaire de Recherche Socialiste) nous explique pourquoi le rôle du dirigeant socialiste n'est jamais mis en lumière.

Cap Finistère : Dans quel contexte Guy Mollet signe-t-il le traité de Rome ?

Denis Lefebvre : 1956, dans l'esprit des Européens convaincus, doit constituer une relance du processus d'unification européenne, en panne depuis l'échec de la CED (Communauté Européenne de Défense), en août 1954. C'est d'ailleurs pour cela que le Président de la République choisit Guy Mollet comme président du Conseil plutôt que Pierre Mendès-France : il sait que le premier fera l'Europe et que le second ne le pour-

rait pas. Guy Mollet fait, en effet, de l'Europe un de ses chantiers prioritaires, comme son ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau.

L'objectif fixé par Guy Mollet en 1956 est le suivant : parvenir à la réalisation d'Euratom et réalisation du Marché commun. Les négociations durent une bonne partie de l'année 1956, accélérées par la volonté politique sans faille de Guy Mollet, par le rapprochement franco-allemand (Mollet-Adenauer) et aussi, d'une façon paradoxale, par l'échec de l'expédition de Suez, qui amène les Européens à s'unir, désormais convaincus que l'allié américain peut être moins fiable.

Cap Finistère : Il n'a pas été facile de convaincre le groupe parlementaire SFIO ?

Denis Lefebvre : Le groupe s'était divisé en 1954 sur la CED. Une nouvelle division en 1957 aurait été catastrophique. Pour rallier les indécis, Guy Mollet demande à Alain Savary d'être le rapporteur du projet de CEE. Son ralliement, lui

qui avait voté contre la CED, a été déterminant et chacun a été frappé par la conclusion de son rapport : "L'option n'est pas entre la Communauté et le statu quo mais entre la Communauté et la solitude".

Cap Finistère : Pourquoi le rôle de Guy Mollet est-il méconnu voire occulté ?

Denis Lefebvre : Guy Mollet reste ce "M le maudit" qu'une bonne partie de la gauche française voue aux gémonies. Il paye d'une façon globale tout ce qui est négatif dans la IV^e République, la guerre d'Algérie, bien sûr. Et pourtant, à y regarder d'un peu plus près, il n'était pas seul au pouvoir en 1956-1957 ! Mais lui, il a assumé, s'est tu jusqu'au bout.

Sur l'Europe, la méconnaissance est encore plus totale et bien regrettable. Il devrait être considéré comme un des "pères de l'Europe", au vu de ses réalisations, de ses prises de position et de ses efforts sur de longues années. Comme l'a écrit de lui Jean Monnet, en 1977, "J'ai été heureux de travailler avec lui à la construction de l'Europe. Il y a apporté toute sa conviction et son courage politique".

Rendez-vous

4 avril

A 18 h 30, secrétariat fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

6 avril

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

9 avril

Début de la campagne officielle.

20 avril

A minuit, fin de la campagne officielle.

23 avril

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

EN SAVOIR PLUS ...

Réunions de présentation du Pacte Présidentiel

- Lundi 2 avril à 20 h 30, au Centre socio-culturel de Ti Lanvénez à Locmaria-Plouzané, animée par François Cuillandre.
- Jeudi 5 avril à 18 h 30, à la Maison du Plateau de La Martyre, animée par Annick Le Loch.
- Vendredi 6 avril à 20 h 00, salle polyvalente de Ouessant, animée par Richard Ferrand.
- Mercredi 11 avril à 18 h 30, à Taulé, animée par Marylise Lebranchu.
- Mercredi 11 avril à 20 h 30, à Locquirec, salle Bilzic de la mairie, animée par François Marc.
- Jeudi 12 avril à 18 h 30, à la Maison des Associations à Plougasnou, animée par Marylise Lebranchu.
- Vendredi 13 avril à 18 h 30, au bar-restaurant "Le Relais" à Carantec, animée par Marylise Lebranchu.

Jean Glavany à Lesneven, le 2 avril

Le député socialiste Jean Glavany, ancien ministre de l'Agriculture, sera, le 2 avril, à Lesneven, à la Maison d'accueil, pour animer une conférence-débat sur l'agriculture et le développement durable.

Marie-Noëlle Lienemann à Landivisiau, le 4 avril

La députée européenne Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du Logement, sera, le 4 avril, à Landivisiau, Espace Quéguiner, salle n° 1, pour animer une conférence-débat sur le thème : logement et précarité.

Arnaud Montebourg à Quimperlé, le 4 avril

Arnaud Montebourg, porte-parole de Ségolène Royal, tiendra un meeting, le 4 avril à 20 h 00, au Coat-Ker à Quimperlé.

La section de Landerneau sur le net

La section de Landerneau vient de se doter d'un site internet consultable à l'adresse suivante : <http://www.ps-landerneau.org/>

Toutes les adresses des sites de sections et des blogs des militants sont en ligne sur le blog de la campagne <http://socialistes2007.typepad.fr/> et dans la rubrique liens du site www.ps29.org.

Vidéo du discours de François Hollande

La vidéo du discours prononcé par François Hollande le 26 mars à Brest est en ligne sur le site de la fédération www.ps29.org.

Procurations

Le premier tour de l'élection présidentielle se déroulera le 22 avril et le second, le 6 mai. Pas une voix ne doit manquer pour Ségolène Royal. C'est dès maintenant que les électeurs, qui ne pourront se rendre dans leur bureau de vote à ces dates, doivent aller au commissariat de police ou à la brigade de gendarmerie de leur domicile pour établir une procuration.

Panneaux n° 8

Ségolène Royal dispose du panneau officiel n° 8. Pour les autres formes d'affichage, les socialistes ne collent les affiches de leur candidate que sur les panneaux d'expression libre.

Disparitions

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jean-Jacques Volant, adhérent à la section de Loctudy, après avoir longtemps milité à Quimper. Nous adressons nos condoléances à sa famille et ses enfants.

La Fédération adresse également ses plus sincères condoléances à Jean-Claude Lessard qui a perdu son père la semaine dernière.

Annonces légales & judiciaires

de Monsieur Daniel BECAVIN démissionnaire.

Pour avis
Le Président

Michel PETERS - Avocat
Siège social : 20, Quai du Commandant
Malbert - 29200 BREST
Tél. : 02.98.80.02.64
Fax : 02.98.43.18.46

Aux termes des délibérations en date du 5 mars 2007, l'Assemblée Générale Ordinaire de la société ELO SYSTÈMES, Société par Actions Simplifiée au capital de 152 449,02 euros ayant son siège social à PLOUZANÉ (29280) 90, rue René Descartes - Technopôle de Brest Iroise, immatriculée au registre du commerce de Brest sous le numéro 421 921 875, a nommé, à compter du même jour et pour une durée indéterminée, Monsieur Roland DE LA CHAPPELLE demeurant 83, rue du Président Wilson à LEVALLOIS-PERRET (92300) en qualité de président de la société en remplacement de Monsieur Daniel BECAVIN démissionnaire.

Pour avis
Le Président

Michel PETERS - Avocat
Siège social : 20, Quai du Commandant
Malbert - 29200 BREST
Tél. : 02.98.80.02.64
Fax : 02.98.43.18.46

Aux termes des délibérations en date du 5 mars 2007, l'Assemblée Générale Ordinaire de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ELO, Société par Actions Simplifiée au capital de 37 002 euros ayant son siège social à PLOUZANÉ (29280) 90, rue René Descartes - Technopôle de Brest Iroise, immatriculée au registre du commerce de Brest sous le numéro 449 197 896, a nommé, à compter du même jour et pour une durée indéterminée, Monsieur Arnaud FLECHIA demeurant 8, Villa de Madrid à NEUILLY-SUR-SEINE (92200) en qualité de président de la société en remplacement

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Jean-Jacques URVOAS
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 44 39 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428